



**SNUipp 95**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs

La dotation académique de 15 postes pour la rentrée 2009 place encore notre académie dans les dernières en terme d'encadrement au niveau national. C'est bien évidemment la question du budget de l'Education Nationale dans son ensemble qui est de nouveau posée. Comment comprendre que le ministère s'entête à supprimer 3000 postes d'enseignants en RASED et de diminuer de 3000 le nombre de postes au concours alors que, plus que jamais en temps de crise il est nécessaire d'investir dans la formation pour transformer l'école et assurer la réussite de tous les élèves ? Suppressions de postes d'autant plus inadmissibles que les écoles élémentaires et maternelles accueilleront 14 000 élèves supplémentaires en septembre 2009. C'est pour cela qu'hier des dizaines de milliers d'enseignants ont manifesté aux côtés des salariés du public et du privé, pour dénoncer cette logique de restriction budgétaire qui ne permet pas à l'école d'assumer toutes ses missions et qui compromet gravement la préparation de l'avenir.

Dans le cadre d'une dotation académique défavorable, les disparités territoriales et sociales au sein de notre département ne sont pas suffisamment prises en compte. Ce sont 10 postes supplémentaires qui nous sont alloués pour quelques 1103 élèves de plus attendus ... et dans les prévisions d'effectifs, la DEP a diminué de moitié environ le nombre d'enfants de moins de trois ans à scolariser par rapport aux années précédentes. La dotation de 10 postes pour le Val d'Oise à la rentrée 2009 ne permettra pas de répondre aux attentes des 823 écoles. Concrètement, il est clair que le taux d'encadrement ne connaîtra pas d'amélioration, pas plus que la situation du remplacement des congés courts notamment... Quant à l'aide aux élèves les plus en difficulté, la diminution des postes de RASED aura des conséquences sur la prise en charge spécifique qui leur est nécessaire. Donner plus aux élèves qui ont le plus besoin, assurer des interventions préventives quand apparaissent les difficultés scolaires pour qu'elles ne se transforment pas en échec massif devient de plus en plus difficile. Les conditions d'enseignement ne s'améliorent pas au contraire.

De nombreux dossiers préoccupent les écoles en particulier :

### **1) Les RASED**

Le mouvement sans précédent autour du maintien et du développement des RASED, a contraint le ministre à des premiers reculs. 1500 postes sur les 3000 prévus ne seront pas « sédentarisés ». Le maintien des 1500 suppressions de postes E et G, le cadre budgétaire inchangé, continuent d'inquiéter les écoles

La traduction de ces annonces sur le terrain, l'ambiguïté entre postes et personnels, les tergiversations sur la sédentarisation et les missions des personnels affectés sur ces postes ont créé dans notre département une situation tendue et propice à des confusions en tout genre. Il est urgent de « rassurer » les personnels en stabilisant les réponses, en réaffirmant le fonctionnement de tous ces postes dans le cadre des Rased. Le groupe de travail du 19 mars a permis d'avancer dans ce sens. Il est essentiel de communiquer au plus vite une information précisant les critères retenus pour déterminer quels sont les collègues touchés par les mesures de fermeture de postes et quelles sont les modalités exactes de participation au mouvement. Pour garantir l'équité des résultats du mouvement, il faut assurer toute la transparence en amont. Chacun de nos collègues ne sera en mesure de comprendre les résultats du mouvement que si toutes les règles ont été explicitées et portées à la connaissance de tous.

Les départs en formation spécialisée pour les options E sont en forte baisse et inexistant pour l'option G. C'est un signe négatif quant à l'avenir à court terme pour ces postes. Cette situation contredit les propos du ministère concernant le maintien du dispositif. Elle fragilise les centres de formation ASH déjà ébranlés par les inquiétudes sur le devenir des IUFM, privant dans le même temps tous les enseignants des ressources de formation et de recherches concernant les élèves en difficulté.

## **2) Aide personnalisée et la réorganisation de la semaine scolaire**

Le ministre a tenté sans succès de faire croire que l'aide personnalisée pouvait justifier la disparition progressive des RASED. La déclinaison au niveau départemental de ce dispositif s'est faite dans la précipitation et s'est opérée parfois avec des pressions importantes pour imposer une organisation.

Le SNUipp demande une mise à plat des mesures prises, s'appuyant sur un véritable bilan de l'ensemble du dispositif associant tous les personnels. Afin de permettre aux écoles d'organiser la rentrée scolaire, nous demandons qu'un groupe de travail spécifique se réunisse au plus tard à la mi-mai pour faire le bilan du fonctionnement actuel et pour qu'enfin un cadrage départemental soit affiché reconnaissant la place et le rôle du conseil des maîtres, des conseils d'écoles et ayant le souci de rechercher une harmonisation et non une uniformisation sur le département.

## **3) Les Evaluations**

Toute évaluation nationale devrait permettre de participer à une meilleure réussite des élèves. Force est de constater que la conception et les objectifs des évaluations CM2 ne vont pas dans cette direction et confinent parfois à l'absurde. Il serait temps de tenir compte de l'avis des professionnels de terrain et des résultats de la recherche. Il est nécessaire d'aborder les évaluations CE1 au regard des constats découlant de celles de CM2.

Le SNUipp s'opposera à toute mise en concurrence des écoles, il s'opposera également à un système de notation binaire qui empêche toute exploitation pédagogique et crée une mise en échec artificiel des élèves.

## **4) La Formation et recrutements**

Pour le SNUipp, la formation des enseignants est un enjeu majeur pour l'avenir de l'école publique. Aucune réforme la concernant ne peut donc se faire dans la précipitation et en l'absence de toute concertation.

Le projet proposé par le gouvernement ne répond en aucun cas aux besoins du système éducatif pour les années à venir et remet en cause la professionnalité des enseignants.

Le SNUipp, qui est favorable à une reconnaissance par un master de la formation des enseignants demande que soit retiré l'actuel projet de réforme et exige l'ouverture immédiate de discussions.

Et il est à craindre que la baisse des recrutements et la suppression de l'année de PE2 réduisent grandement les possibilités offertes de formation continue des profs d'école sur le temps de service, au moment où leur mission exige des qualifications professionnelles améliorées. De même quel devenir pour les décharges de direction des écoles à 4 classes ?

Nous condamnons ces orientations nationales et leurs traductions à tous les niveaux qui ne peuvent se faire qu'au détriment de la qualité du service public d'Education dans notre pays.

L'avenir de l'école et la réussite de tous les élèves nécessitent que le ministre prenne la mesure de la colère et du rejet que provoque sa politique éducative et budgétaire. Il doit répondre sans tarder à cette exigence de dialogue social. Sans réponse de sa part, le SNUipp continuera d'appeler les enseignants des écoles à poursuivre leurs mobilisations.